



Le Public Eye Global Award 2010 est décerné à :

ROYAL BANK OF CANADA

Discours de Brant Olson, responsable de campagne, Rainforest Action Network

Laissez-moi tout d'abord vous présenter des excuses au nom de mon amie et collègue Eriel Deranger, que je remplace aujourd'hui. Il s'agit de la femme que vous avez vue dans la vidéo. Elle avait l'intention de venir à Davos, mais a reçu cette semaine une invitation unique à participer à une rencontre entre les chefs des « Premières Nations », qui représentent les communautés amérindiennes de la région. Celles-ci sont actuellement déchirées sur la question de la prospection des sables bitumineux.

Eriel Deranger a l'intention d'expliquer aux représentants de ces communautés les récentes déclarations de Gord Nixon, le président du conseil d'administration de Royal Bank of Canada, afin de les rendre attentifs au fait que ce dernier ne respecte pas le droit de leurs communautés de refuser le pillage industriel de leurs terres.

Nous avons invité à plusieurs reprises M. Nixon à la discussion, mais ce dernier a toujours refusé de nous rencontrer. Dans deux semaines, nous aurons toutefois la possibilité de nous entretenir avec la directrice de la banque, Barbara Steimest. Espérons que cette rencontre soit le signe d'un changement d'attitude de la banque.

En effet, le secteur bancaire est en pleine mutation.

Des entreprises lucratives, comme la banque française Dexia et la banque Co-opérative anglaise (Co-op), se sont engagées à rester à l'écart des sables bitumineux, car elles estiment que ceux-ci mènent à une impasse. Co-op est même allée plus loin, en aidant à financer une procédure pénale déposée par Beaver Lake Cree First Nation pour défendre leurs terres d'origine menacées par l'extension de l'exploitation des sables bitumineux. Co-op, comme les membres de Beaver Lake, savent que le pétrole issu des sables bitumineux n'offre aucun avenir.

Comme vous l'avez entendu dans la vidéo, Eriel a grandi dans cette région et peut apporter un témoignage de première main quant aux conséquences dramatiques du développement des sables bitumineux. Comme elle n'a pas pu venir à Davos, elle m'a demandé de vous lire son message.

« Le traité signé par la reine Victoria et mes ancêtres en 1899 couvrait une région au nord du Canada représentant trois à cinq fois celle de l'Angleterre. Il garantissait à mon peuple « le droit de poursuivre ses activités de chasse et de pêche sur le territoire. » Aujourd'hui pourtant, les chasseurs ne s'approchent plus des quelques élans qui parcourent encore les forêts à proximité de notre petite communauté, de peur que la viande n'empoisonne leurs enfants. Je me souviens que lorsque j'étais petite, je buvais l'eau du lac. Maintenant, quand je rentre à la maison avec ma fille, on nous dit de ne pas nager car l'eau est toxique. Voici l'héritage des sables bitumineux du Canada à ma communauté et aux douzaines d'autres

« Premières Nations » vivant en aval des zones de décantation des sables bitumineux. Si notre peuple est l'un des premiers à payer pour l'exploitation à outrance de notre terre, jusqu'à sa dernière goutte de pétrole, nous ne serons pas les derniers.

Les investisseurs qui misent sur les sables bitumineux réduisent à néant nos dernières chances de maintenir un climat supportable pour tous. Alors que les réserves mondiales de pétrole brut, moins cher et plus conventionnel, continuent de diminuer, les investissements dans les sables bitumineux sont vertigineux. D'ici à 2020, les spécialistes de l'industrie prévoient que plus de 100 milliards de dollars seront investis pour doubler la production de pétrole issu des sables bitumineux.

Le développement complet de ces nappes pétrolières demandera de raser ou de considérablement dégrader les principales forêts boréales, soit une surface correspondant à celle de l'Angleterre. Extraire et traiter un baril de pétrole issu des sables bitumineux demande une énergie équivalente à trois barils de gaz naturel et deux à trois barils d'eau, avec un taux d'émission de CO₂ cinq fois supérieur au mode d'extraction conventionnel du pétrole.

Qu'est-ce qui se cache derrière l'expansion sans précédent des sables bitumineux ? Qui sont les personnes insensées qui, en injectant massivement de l'argent dans une industrie sans issue, empoisonnent notre planète et bafouent les droits de ma communauté et des autres ? Ne cherchez pas plus loin que votre compte en banque. Car si Royal Bank of Canada compte parmi les commanditaires les plus importants de ce projet catastrophique, elle n'est pas la seule. Depuis 2007, Credit Suisse accorde un soutien financier de plus de 4,9 milliards de dollars à des entreprises actives dans l'exploitation des sables bitumineux.

Les revenus tirés de ces activités permettent le financement des projets les plus agressifs et les plus controversés dans le secteur des sables bitumineux. Grâce à un crédit de 1,5 milliard accordé par Credit Suisse l'année passée, ConocoPhillips et Total ont annoncé, la semaine dernière, qu'ils entendent multiplier par quatre leur production de pétrole issu des sables bitumineux dans les cinq années à venir.

Ce projet fait également l'objet d'une procédure pénale lancée par Beaver Lake Cree First Nation demandant une injonction pour mettre un terme à la destruction systématique des terres de leurs ancêtres. La plainte faisait état de plus de 17 000 atteintes aux droits de la communauté, reconnus dans un traité protégé par la Constitution.

Alors que les dirigeants du monde se rassemblent cette semaine pour le Forum économique mondial, nous devrions tous prendre un moment pour considérer le chemin qui nous attend. Voulons-nous réellement suivre la voie tracée par les géants de l'industrie pétrolière, qui n'hésiteront pas à sacrifier les dernières terres inviolées de notre planète pour assouvir leur soif insatiable d'énergie fossile ? Ou décidons-nous de trouver une nouvelle voie, vers un avenir qui honore la terre et l'héritage de nos ancêtres ? »

Avec cette question en tête, j'accepte avec fierté ce Public Eye Global Award 2010, au nom de Gord Nixon et RBC.